



AFRIQUE/RD CONGO - Tensions au Nord Kivu à la veille de la visite du Secrétaire général de l'ONU

Kinshasa (Agence Fides) – Plus de 30.000 réfugiés se trouvant dans les camps du Nord Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, se sont enfuis à cause des combats entre l'armée congolaise et les rebelles du M23. C'est ce qu'affirment des sources du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

Les combats ont débuté le 20 mai dans la zone de Mutaho, à quelques 12 Km de Foma, le chef-lieu de la province. Les deux parties s'accusent réciproquement d'avoir été à l'origine de la nouvelle vague de violence, à la veille de la visite au Nord Kivu du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, prévue aujourd'hui, 23 mai. Ban Ki-moon a rencontré hier à Kinshasa le Président Joseph Kabila, afin de discuter en particulier du déploiement de la brigade d'intervention rapide de l'ONU en cours dans la zone. L'unité, composée de 3.000 militaires sud-africains, tanzaniens et malawiens, est chargée de fournir un appui direct à la Mission de l'ONU chargée de la stabilisation de la RDC (MONUSCO) en ce qui concerne le désarmement des formations rebelles sévissant au Nord Kivu. Le gouvernement de Kinshasa accuse le M23 d'avoir provoqué les nouveaux combats afin d'empêcher le déploiement de la brigade en question.

Les rebelles rejettent ces accusations et se sont déclarés disponibles à cesser immédiatement les hostilités afin de faciliter la visite du Secrétaire général de l'ONU.

Le M23 n'est cependant pas le seul groupe responsable de l'instabilité dans la zone, où sont présentes également différentes milices et organisations criminelles. Ainsi, alors même que les combats reprenaient, cinq camionneurs, dont trois de nationalité kenyane, ont été enlevés dans les environs de Goma, dans la zone de Butembo, le long de la route reliant Butembo à Beni. Selon une source locale interrogée par le quotidien Le Potentiel, le groupe des ravisseurs serait formé de militaires et d'agents de police. Malheureusement, dans la zone, il faut déplorer un grand nombre d'enlèvements, dont celui de trois religieux Assomptionnistes, enlevés en octobre dernier et dont personne n'a plus de nouvelles (voir Fides 22/10/2012 et 22/01/2013). (L.M.) (Agence Fides 23/05/2013)